

Sylvie Goulard, MEP, ( ALDE)

## **L'Union européenne doit retrouver l'esprit communautaire**

La crise grecque a mis en évidence des divergences profondes entre la France et l'Allemagne. Berlin et Paris se sont comportés de manière légère en n'approfondissant pas le dialogue. L'Union européenne ne sortira pas de la crise si chaque Etat membre campe étroitement sur la défense de ses intérêts nationaux.

L'Union européenne a fini par prendre les décisions qu'imposait l'urgence. Le pas en avant est significatif : un bouclier de 750 milliards d'euro a été créé. La Grèce a promis des réformes drastiques, suivie par plusieurs autres Etats. Et un groupe de travail mené par M. Van Rompuy œuvre à un renforcement de la gouvernance économique. La gravité de la crise, comme la lenteur de la réaction, font toutefois réfléchir : quelle est la responsabilité de l'Allemagne et de la France ? Quelle sont les erreurs de méthode ?

### **Des attentes différentes envers l'Euro**

La plupart des Français ignorent l'importance de la promesse faite au peuple allemand, par ses dirigeants, que l'euro serait « aussi fort que le Mark et qu'on irait surveiller les chiffres » au-delà de la virgule ». Dans la crise grecque, les marges de manœuvre de la Chancellerie vis-à-vis du Bundestag, de la Cour constitutionnelle fédérale étaient réduites. L'opinion publique allemande pouvait légitimement se sentir flouée. De leur côté, la plupart des Allemands ne se rendent pas compte qu'en France, l'euro a été « vendu » comme une source de croissance et un instrument de puissance mondiale, sa stabilité n'étant pas vue comme une fin en soi. Aussi, au plus fort de la crise, a-t-on eu des Français qui se disaient bons Européens parce que prêts à la solidarité, dans l'instant, et des Allemands qui se flattaient d'être de bons Européens parce que plus disciplinés, dans la durée. Comme souvent, les deux parties ont raison : l'UE a besoin de discipline *et* de croissance, de persévérance *et* de réactivité en cas de coup dur.

A ces vieilles divergences, s'ajoutent des évolutions nouvelles. La plupart des dirigeants allemands ont remis l'approche de l'Europe, stratégique, qui habitait leurs prédécesseurs. Des thèses étranges fleurissent, en Allemagne et ailleurs, selon lesquelles la République fédérale, redevenue « normale » (sic), aurait enfin pris en main la défense de ses intérêts nationaux. C'est mal connaître l'histoire des dernières décennies où les gouvernements allemands successifs ont fort bien défendu leurs intérêts même si, pour aboutir, ils privilégiaient la voie subtile du multilatéralisme. Et les mérites d'un repli national restent à prouver : première économie de la zone euro, grand exportateur global, l'Allemagne jouit, grâce au marché et à la monnaie uniques, d'un environnement stable, extrêmement profitable à son modèle économique, au « Standort Deutschland ». Sans aucun doute possible, l'intérêt allemand réside dans la consolidation de l'UE et de l'euro. C'est aussi celui de la France, dont la plus belle réussite d'après-guerre est justement l'Europe unie. L'approche comptable, actuellement dominante outre-Rhin, est à courte vue ; populiste, elle minimise les bénéfices en grossissant exagérément les coûts. Les médias ont présenté le cas grec comme le festin fait au fils prodigue quand il s'agissait de sauver la monnaie commune. En reculant la décision, les autorités allemandes ont sans doute ménagé leur opinion mais alourdi la facture. La polémique causée par les propos du Président Horst Köhler, maladroits certes, mais appelant l'Allemagne à prendre ses

responsabilités globales, devrait faire réfléchir les souverainistes. Il n'est pas si simple, dans un monde d'interdépendances, de définir et défendre seul des « intérêts nationaux ».

## La méthode française

Dans cette « valse hésitation » allemande, les Français portent une grande part de responsabilité. Pour croire en l'UE, l'Allemagne a besoin de partenaires fiables. Or, en 2005, le rejet du traité constitutionnel par la France a sapé la confiance. Le projet d'Union de la Méditerranée, lancé par Nicolas Sarkozy, a aussi envoyé à Berlin un mauvais signal. A raison, Mme Merkel a refusé catégoriquement le concept initial qui excluait l'Europe du Nord et aurait donc signifié la renaissance de « zones d'influence » française et allemande séparées. Enfin, depuis des années, les gouvernements français successifs ont perdu une grande part de crédibilité en raison de leur incapacité à gérer rigoureusement les finances publiques et à mener à bien des réformes structurelles, notamment celle des retraites, pourtant commandée par la démographie.

Peu à peu, insidieusement, une dynamique anti-européenne conjointe a remplacé l'action motrice franco-allemande traditionnelle. Le fossé entre les discours et les actes s'est dangereusement creusé. Ainsi, la France et l'Allemagne ont ensemble porté un coup au pacte de stabilité, en 2003. Ensemble, elles ont accéléré l'affaiblissement des institutions communautaires, notamment la Commission. Nicolas Sarkozy se flatte encore de son grand combat contre « Bruxelles » à propos d'intérêts économiques français. Nos gouvernants ont hurlé avec les loups contre la « bureaucratie bruxelloise », facilitant inconsciemment tous les dérapages, y compris la falsification des comptes grecs, dénoncée publiquement par la Commission à maintes reprises.

L'UE n'a pas besoin d'innovations fracassantes. Elle a juste besoin de revenir à la méthode communautaire qui prémunit contre le directoire des grands et l'inertie des petits. Elle a besoin de retrouver le sens de l'intérêt commun, supérieur, contre les tentations nationales. En appelant Mme Merkel à plusieurs reprises, au plus fort de la crise, Barack Obama l'a compris. Puissent nos dirigeants ouvrir aussi leurs yeux.